

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Michael-Hudson-La-fin-de-la-civilisation-occidentale>

Michael HudsonLa fin de la civilisation occidentale

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : dimanche 17 juillet 2022

Description :

Michael Hudson : La fin de la civilisation occidentale.

Pourquoi elle manque de résilience, et ce qui va la remplacer. L'effondrement de la civilisation moderne et l'avenir de l'humanité (...) Michael Hudson

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'EFFONDREMENT DE LA CIVILISATION MODERNE ET L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Le plus grand défi auquel les sociétés ont été confrontées a toujours été de savoir comment mener le commerce et le crédit sans laisser les marchands et les créanciers s'enrichir en exploitant leurs clients et leurs débiteurs. Toute l'Antiquité a reconnu que la volonté d'acquérir de l'argent crée une dépendance et a tendance à être une forme d'exploitation et donc à être socialement nuisible. Les valeurs morales de la plupart des sociétés s'opposaient à l'égoïsme, surtout sous la forme de l'avarice et de l'addiction à la richesse, que les Grecs appelaient *philarguria* - amour de l'argent -, *silver-mania*. Les personnes et les familles qui se livraient à une consommation ostentatoire avaient tendance à être ostracisées, car il était reconnu que la richesse était souvent obtenue aux dépens des autres, en particulier des faibles.

Le concept grec d'*hubris* impliquait un comportement égoïste causant du tort aux autres. L'avarice et la cupidité devaient être punies par la déesse de la justice Némésis, qui avait de nombreux antécédents au Proche-Orient, comme Nanshe de Lagash à Sumer, protégeant le faible contre le puissant, le débiteur contre le créancier.

C'est cette protection que les souverains étaient censés assurer en servant les dieux. C'est pourquoi les souverains étaient dotés d'assez de pouvoir pour éviter que la population ne soit réduite à la dépendance de la dette et au clientélisme. Les chefs, les rois et les temples étaient chargés d'allouer des crédits et des terres cultivables pour permettre aux petits exploitants de servir dans l'armée et de fournir une main-d'oeuvre de corvée. Les souverains qui se comportaient de manière égoïste étaient susceptibles d'être destitués, ou leurs sujets pouvaient s'enfuir, ou soutenir des chefs rebelles ou des attaquants étrangers qui promettaient d'annuler les dettes et de redistribuer les terres plus équitablement.

La fonction la plus fondamentale de la royauté Proche-orientale était de proclamer « l'ordre économique », l'annulation des dettes *misharum* et *andurarum*, dont l'année jubilaire du judaïsme se fait l'écho. Il n'y avait pas de « démocratie » au sens où les citoyens élaient leurs dirigeants et administrateurs, mais la « royauté divine » était obligée d'atteindre l'objectif économique implicite de la démocratie : « protéger les faibles contre les puissants ».

Le pouvoir royal s'appuyait sur des temples et des systèmes éthiques ou religieux. Les grandes religions apparues au milieu du premier millénaire avant J.-C., celles de Bouddha, de Lao-Tseu et de Zoroastre, considéraient que les motivations personnelles devaient être subordonnées à la promotion du bien-être général et de l'aide mutuelle.

Ce qui ne semblait pas probable il y a 2500 ans, c'est qu'une aristocratie de chefs de guerre allait conquérir le monde occidental. En créant ce qui est devenu l'Empire romain, une oligarchie a pris le contrôle des terres et, le moment venu, du système politique. Elle abolit l'autorité royale ou civique, transfère la charge fiscale sur les classes inférieures et endette la population et l'industrie.

Cela a été fait sur une base purement opportuniste. Il n'y a eu aucune tentative de défense idéologique. Il n'y avait aucun soupçon d'un Milton Friedman archaïque émergeant pour populariser un nouvel ordre moral radical célébrant l'avarice en affirmant que la cupidité est ce qui fait avancer les économies, pas ce qui les fait reculer, convainquant la société de laisser la distribution de la terre et de l'argent au « marché » contrôlé par des sociétés privées et des prêteurs sur gages au lieu d'une réglementation communaliste par des dirigeants de palais et des temples - ou par

extension, le socialisme d'aujourd'hui. Les palais, les temples et les gouvernements civiques étaient créanciers. Ils n'étaient pas obligés d'emprunter pour fonctionner, et n'étaient donc pas soumis aux exigences politiques d'une classe de créanciers privés.

Mais endetter la population, l'industrie et même les gouvernements auprès d'une élite oligarchique est précisément ce qui s'est produit en Occident, qui tente maintenant d'imposer la variante moderne de ce régime économique basé sur l'endettement - le capitalisme financier néolibéral centré sur les États-Unis - au monde entier. Voilà en quoi consiste la nouvelle guerre froide d'aujourd'hui.

Selon la morale traditionnelle des premières sociétés, l'Occident - à partir de la Grèce et de l'Italie classiques vers le 8th siècle avant J.C. - était barbare. L'Occident était en effet à la périphérie du monde antique lorsque les commerçants syriens et phéniciens ont apporté du Proche-Orient, l'idée de la dette portant intérêt à des sociétés qui n'avaient pas de tradition royale d'annulation périodique des dettes. L'absence d'un pouvoir palatial fort et d'une administration du temple a permis l'émergence d'oligarchies de créanciers dans tout le monde méditerranéen.

La Grèce a fini par être conquise d'abord par la Sparte oligarchique, puis par la Macédoine et enfin par Rome. C'est le système juridique avare et pro-créancier de cette dernière qui a façonné la civilisation occidentale ultérieure. Aujourd'hui, un système financiarisé de contrôle oligarchique dont les racines remontent à Rome est soutenu et même imposé par la diplomatie, la force militaire et les sanctions économiques de la nouvelle guerre froide des États-Unis aux pays qui tentent d'y résister.

La prise de contrôle oligarchique de l'Antiquité classique

Pour comprendre comment la civilisation occidentale s'est développée d'une manière qui contenait les germes fatals de sa propre polarisation économique, de son déclin et de sa chute, il est nécessaire de reconnaître qu'au moment où la Grèce et la Rome classiques apparaissent dans les archives historiques, un âge sombre avait perturbé la vie économique du Proche-Orient à la Méditerranée orientale, de 1200 à environ 750 avant Jésus-Christ. Le changement climatique a apparemment provoqué une grave dépopulation, mettant fin aux économies de palais de type linéaire B de la Grèce, et la vie est revenue au niveau local pendant cette période.

Certaines familles ont créé des autocraties mafieuses en monopolisant la terre et en y liant la main-d'oeuvre par diverses formes de clientélisme coercitif et d'endettement. Le problème le plus important était celui de la dette avec intérêt que les commerçants du Proche-Orient avaient apportée dans les pays égéens et méditerranéens - sans le contrôle correspondant des annulations de dettes royales.

De cette situation sont nés des « tyrans » réformateurs grecs aux 7ème et 6ème siècles avant Jésus-Christ, de Sparte à Corinthe, Athènes et les îles grecques. La dynastie des Cypselides à Corinthe et de nouveaux dirigeants similaires dans d'autres villes auraient mener l'annulation des dettes qui maintenaient les clients en servitude sur les terres, redistribué ces terres aux citoyens et entrepris des dépenses d'infrastructure publique pour développer le commerce, ouvrant ainsi la voie au développement civique et aux rudiments de la démocratie. Sparte a adopté des réformes austères dites « lycurganes » contre la consommation ostentatoire et le luxe. La poésie d'Archilochus, sur l'île de Paros, et de Solon, à Athènes, dénonçait l'appétit de richesse personnelle comme une dépendance, conduisant à l'orgueil démesuré qui blesse les autres - et qui sera puni par la déesse de la justice, Nemesis. L'esprit était similaire à celui des religions babyloniennes, judaïques et autres religions morales.

Rome a connu sept rois légendaires (753-509 av. J.-C.), qui auraient attiré les immigrants et empêché l'oligarchie de

les exploiter. Mais les familles riches ont renversé le dernier roi. Il n'y avait pas de chef religieux pour contrecarrer leur pouvoir, car les principales familles aristocratiques contrôlaient le sacerdoce. Il n'y avait pas de dirigeants qui combinaient une réforme économique nationale avec une école religieuse, et il n'y avait pas de tradition occidentale d'annulation des dettes comme celle que Jésus préconiserait en essayant de rétablir l'année jubilaire dans la pratique judaïque. Il y avait de nombreux philosophes stoïciens, et les sites religieux amphictyoniques comme Delphes et Delos exprimaient une religion de la moralité personnelle pour éviter l'orgueil démesuré.

Les aristocrates de Rome ont créé une constitution et un Sénat antidémocratiques, ainsi que des lois qui rendaient irréversible la servitude pour dettes et la perte de terres qui en résultait. Bien que l'éthique « politiquement correcte » consistait à éviter le commerce et le prêt d'argent, cette éthique n'a pas empêché l'émergence d'une oligarchie qui s'est emparée des terres et a réduit une grande partie de la population à l'esclavage. Au 2ème siècle avant J.C., Rome avait conquis toute la région méditerranéenne et l'Asie mineure, et les plus grandes entreprises étaient les collecteurs d'impôts publicains, qui auraient pillé les provinces de Rome.

Il y a toujours eu des moyens pour les riches d'agir de manière moralisatrice en harmonie avec l'éthique altruiste, en évitant la cupidité commerciale tout en s'enrichissant. Les riches de l'Antiquité occidentale ont pu s'accommoder de cette éthique en évitant de prêter et de commercer eux-mêmes, en confiant ce « sale boulot » à leurs esclaves ou à leurs hommes de main, et en consacrant les revenus de ces activités à une philanthropie ostentatoire (qui est devenue un spectacle attendu dans les campagnes électorales de Rome). Et après que le christianisme soit devenu la religion romaine au 4ème siècle après J.C., l'argent a pu acheter l'absolution en faisant des dons suffisamment généreux à l'Église.

L'héritage de Rome et l'impérialisme financier de l'Occident

Ce qui distingue les économies occidentales des anciennes sociétés du Proche-Orient et de la plupart des sociétés asiatiques, c'est l'absence d'allègement de la dette pour rétablir l'équilibre de l'économie. Toutes les nations occidentales ont hérité de Rome les principes de l'inviolabilité de la dette, qui donnent la priorité aux demandes des créanciers et légitiment le transfert permanent aux créanciers des biens des débiteurs défaillants. De la Rome antique à l'Espagne des Habsbourg, en passant par la Grande-Bretagne impériale et les États-Unis, les oligarchies occidentales se sont approprié les revenus et les terres des débiteurs, tout en transférant leurs impôts sur la main-d'œuvre et l'industrie. Cela a provoqué l'austérité nationale et a conduit les oligarchies à rechercher la prospérité par la conquête à l'étranger, pour obtenir ailleurs ce qui n'est pas produit par les économies nationales endettées et soumises à des principes juridiques pro-créanciers transférant les terres et autres biens à une classe de *rentiers*.

L'Espagne du 16ème siècle a pillé de vastes cargaisons d'argent et d'or du Nouveau Monde, mais cette richesse a coulé entre ses mains, dissipée dans la guerre au lieu d'être investie dans l'industrie nationale. Avec une économie fortement inégale et polarisée, profondément endettée, les Habsbourg perdent leur ancienne possession, la République néerlandaise, qui prospère en tant que société moins oligarchique et qui détient plus de pouvoir en tant que créancier qu'en tant que débiteur.

La Grande-Bretagne a connu une ascension et un déclin similaires. La Première Guerre mondiale lui a laissé de lourdes dettes d'armement envers sa propre ancienne colonie, les États-Unis. Imposant une austérité anti-ouvrière à l'intérieur du pays afin de payer ces dettes, la zone sterling de la Grande-Bretagne est ensuite devenue un satellite du dollar US selon les termes du prêt-bail étasunien de la Seconde Guerre mondiale et du prêt britannique de 1946. Les politiques néolibérales de Margaret Thatcher et Tony Blair ont fortement augmenté le coût de la vie en privatisant au profit de monopoles le logement public et les infrastructures, anéantissant l'ancienne compétitivité

industrielle de la Grande-Bretagne en augmentant le coût de la vie et donc les niveaux de salaire.

Les États-Unis ont suivi une trajectoire similaire d'expansion impériale excessive au détriment de leur économie nationale. Leurs dépenses militaires à l'étranger à partir de 1950 ont obligé le dollar à se détacher de l'or en 1971. Ce changement a eu l'avantage inattendu de donner naissance à un « étalon dollar » qui a permis à l'économie étasunienne et à sa diplomatie militaire de s'affranchir du reste du monde, en accumulant des dettes en dollars auprès des banques centrales d'autres pays sans aucune contrainte pratique.

La colonisation financière de l'Union post-soviétique dans les années 1990 par la « thérapie de choc » des cadeaux de privatisation, suivie par l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 - avec l'espoir que la Chine devienne, comme la Russie d'Eltsine, une colonie financière étasunienne - a conduit l'économie étasunienne à se désindustrialiser en déplaçant l'emploi vers l'Asie. Tenter de forcer la soumission au contrôle US en inaugurant la nouvelle guerre froide d'aujourd'hui a conduit la Russie, la Chine et d'autres pays à se détacher du système de commerce et d'investissement dollarisé, laissant les États-Unis et l'Europe de l'OTAN souffrir de l'austérité et de l'accroissement des inégalités de richesse alors que les ratios d'endettement montent en flèche pour les particuliers, les entreprises et les organismes gouvernementaux.

Il y a seulement dix ans, le sénateur John McCain et le président Barack Obama qualifiaient la Russie de simple station-service dotée de bombes atomiques. Aujourd'hui, on pourrait tout aussi bien en dire autant des États-Unis, qui fondent leur puissance économique mondiale sur le contrôle du commerce du pétrole en Occident, alors que ses principaux excédents d'exportation sont les cultures agricoles et les armes. La combinaison de l'endettement financier et de la privatisation a fait des États-Unis d'Amérique une économie à coût élevé, perdant son ancien leadership industriel, tout comme la Grande-Bretagne. Les États-Unis tentent maintenant de vivre principalement de gains financiers (intérêts, profits sur les investissements étrangers et création de crédits par les banques centrales pour gonfler les gains en capital) au lieu de créer des richesses par sa propre travail et son industrie. Ses alliés occidentaux cherchent à faire de même. Ils euphémisent ce système dominé par les États-Unis sous le nom de « mondialisation », mais il s'agit simplement d'une forme financière de colonialisme - soutenue par la menace militaire habituelle de la force et du « changement de régime » pour empêcher les pays de se retirer du système.

Ce système impérial basé sur les États-Unis et l'OTAN cherche à endetter les pays plus faibles et à les forcer à confier le contrôle de leurs politiques au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. L'obéissance aux « conseils » néolibéraux anti-ouvriers de ces institutions conduit à une crise de la dette qui force le taux de change du pays débiteur à se déprécier. Le FMI les « sauve » alors de l'insolvabilité à la « condition » qu'ils vendent le domaine public et transfèrent les impôts des riches (en particulier les investisseurs étrangers) vers le travail.

L'oligarchie et la dette sont les caractéristiques essentielles des économies occidentales. Les dépenses militaires à l'étranger des États-Unis et ses guerres quasi permanentes ont laissé son propre Trésor profondément endetté auprès des gouvernements étrangers et de leurs banques centrales. Les États-Unis suivent ainsi le même chemin que celui par lequel l'impérialisme espagnol a laissé la dynastie des Habsbourg endettée auprès des banquiers européens, et la participation de la Grande-Bretagne à deux guerres mondiales dans l'espoir de maintenir sa position dominante dans le monde l'a laissée endettée et a mis fin à son ancien avantage industriel. L'augmentation de la dette extérieure des États-Unis a été soutenue par le privilège de sa « monnaie-clé », qui lui permet d'émettre sa propre dette en dollars dans le cadre de « l'étalon dollar », sans que les autres pays puissent raisonnablement s'attendre à être payés un jour - sauf en « dollars papier » supplémentaires.

Cette abondance monétaire a permis à l'élite managériale de *Wall Street* d'accroître les frais généraux des rentiers étasuniens par la financiarisation et la privatisation, augmentant ainsi le coût de la vie et des affaires, comme cela s'est produit en Grande-Bretagne avec les politiques néolibérales de Margaret Thatcher et Tony Blair. Les entreprises industrielles ont répondu en déplaçant leurs usines vers des économies à bas salaires afin de maximiser

leurs profits. Mais alors que les Etats-Unis se désindustrialisent et deviennent de plus en plus dépendante des importations asiatiques, la diplomatie étasunienne poursuit une nouvelle guerre froide qui pousse les économies les plus productives du monde à se découpler de l'orbite économique des Etats-Unis.

L'augmentation de la dette détruit les économies lorsqu'elle n'est pas utilisée pour financer de nouveaux investissements dans les moyens de production. La plupart des crédits occidentaux actuels sont créés pour gonfler les prix des actions, des obligations et de l'immobilier, et non pour restaurer la capacité industrielle. En conséquence de cette approche de la dette sans production, l'économie nationale étasunienne a été submergée par la dette due à sa propre oligarchie financière. Malgré le déjeuner gratuit de l'économie étasunienne sous la forme de l'augmentation continue de sa dette officielle envers les banques centrales étrangères - sans perspective visible de remboursement de sa dette internationale ou nationale - sa dette continue de s'étendre et l'économie est devenue encore plus endettée. Les Etats-Unis d'Amérique se sont polarisée avec une extrême richesse concentrée au sommet tandis que la majeure partie de l'économie est profondément endettée.

L'incapacité des démocraties oligarchiques à protéger l'ensemble de la population endettée

Ce qui a rendu les économies occidentales oligarchiques, c'est leur incapacité à protéger les citoyens contre la dépendance à l'égard d'une classe de créanciers propriétaires. Ces économies ont conservé les lois de Rome sur la dette fondées sur les créanciers, notamment la priorité des créances sur les biens des débiteurs. Le Un pour cent des créanciers est devenu une oligarchie politiquement puissante malgré les réformes politiques démocratiques nominales élargissant les droits de vote. Les agences de régulation gouvernementales ont été capturées et le pouvoir d'imposition a été rendu régressif, laissant le contrôle et la planification économiques entre les mains d'une élite de *rentiers*.

Rome n'a jamais été une démocratie. Et de toute façon, Aristote reconnaissait que les démocraties évoluaient plus ou moins naturellement vers des oligarchies - qui prétendent être démocratiques à des fins de relations publiques tout en prétendant que leur concentration de plus en plus forte de richesses au sommet est tout à fait bénéfique. La rhétorique actuelle du ruissellement dépeint les banques et les gestionnaires financiers comme dirigeant l'épargne de la manière la plus efficace pour produire de la prospérité pour l'ensemble de l'économie, et pas seulement pour eux-mêmes.

Le président Biden et ses néolibéraux du département d'État accusent la Chine et tout autre pays cherchant à maintenir son indépendance économique et son autonomie d'être « autocratique ». Leur tour de passe-passe rhétorique juxtapose la démocratie à l'autocratie. Ce qu'ils appellent « autocratie », c'est un gouvernement suffisamment fort pour empêcher une oligarchie financière orientée vers l'Occident d'endetter la population envers elle-même, puis de s'emparer de ses terres et autres biens pour les remettre entre ses mains et celles de ses bailleurs de fonds étasuniens et étrangers.

La double pensée orwellienne consistant à qualifier les oligarchies de « démocraties » est suivie par la définition d'un marché libre comme étant un marché libre de toute recherche de rente financière. La diplomatie soutenue par les États-Unis a endetté les pays, les forçant à vendre le contrôle de leurs infrastructures publiques et à transformer les « sommets » de leur économie en opportunités d'extraction de rentes monopolistiques.

Cette rhétorique de l'autocratie contre la démocratie est similaire à celle qu'utilisaient les oligarchies grecques et romaines lorsqu'elles accusaient les réformateurs démocratiques de rechercher la « tyrannie » (en Grèce) ou la « royauté » (à Rome). Ce sont les « tyrans » grecs qui ont renversé les autocraties mafieuses aux 7ème et 6ème

siècles avant Jésus-Christ, ouvrant la voie aux décollages économiques et proto-démocratiques de Sparte, Corinthe et Athènes. Et ce sont les rois de Rome qui ont construit leur cité-État en proposant aux citoyens des régimes fonciers autonomes. Cette politique a attiré des immigrants des cités-États italiennes voisines dont les populations étaient contraintes à l'esclavage pour dettes.

Le problème est que les démocraties occidentales ne se sont pas montrées aptes à empêcher l'émergence d'oligarchies et la polarisation de la distribution des revenus et des richesses. Depuis Rome, les « démocraties » oligarchiques n'ont pas protégé leurs citoyens contre les créanciers qui cherchent à s'approprier la terre, son rendement locatif et le domaine public.

Si nous demandons qui, aujourd'hui, adopte et applique des politiques visant à contrôler l'oligarchie afin de protéger les moyens de subsistance des citoyens, la réponse est que ce sont les États socialistes qui le font. Seul un État fort a le pouvoir de contrôler une oligarchie financière et cupide. L'ambassade de Chine aux États-Unis l'a démontré dans sa réponse à la description de la Chine comme une autocratie par le président Biden :

S'accrochant à la mentalité de la guerre froide et à la logique de l'hégémon, les États-Unis poursuivent la politique des blocs, fabriquent le récit de la « démocratie contre l'autoritarisme » ... et renforcent les alliances militaires bilatérales, dans une tentative claire de contrer la Chine. Guidé par une philosophie centrée sur le peuple, depuis le jour de sa fondation... le Parti a travaillé sans relâche dans l'intérêt du peuple, et s'est consacré à la réalisation des aspirations du peuple à une vie meilleure. La Chine a fait progresser la démocratie populaire dans son ensemble, promu la protection juridique des droits de l'homme et défendu l'équité et la justice sociales. Le peuple chinois jouit désormais de droits démocratiques plus complets et plus étendus.

Presque toutes les premières sociétés non occidentales disposaient de protections contre l'émergence d'oligarchies mercantiles et *rentières*. C'est pourquoi il est si important de reconnaître que ce qui est devenu la civilisation occidentale représente une rupture avec le Proche-Orient, l'Asie du Sud et de l'Est. Chacune de ces régions avait son propre système d'administration publique pour sauver son équilibre social de la richesse commerciale et monétaire qui menaçait de détruire l'équilibre économique si elle n'était pas contrôlée. Mais le caractère économique de l'Occident a été façonné par des oligarchies *rentières*. La République de Rome a enrichi son oligarchie en dépouillant les régions qu'elle a conquises de leurs richesses, les laissant appauvries. Cela reste la stratégie d'extraction du colonialisme européen ultérieur et, plus récemment, de la mondialisation néolibérale centrée sur les États-Unis. L'objectif a toujours été de « libérer » les oligarchies des contraintes qui pèsent sur leurs intérêts personnels.

La grande question est : « liberté » et « liberté » pour qui ? L'économie politique classique définissait un marché libre comme un marché exempt de revenus non gagnés, à savoir la rente foncière et les autres rentes liées aux ressources naturelles, la rente de monopole, les intérêts financiers et les privilèges connexes des créanciers. Mais à la fin du XIXe siècle, l'oligarchie des *rentiers* a parrainé une contre-révolution fiscale et idéologique, redéfinissant un marché libre comme un marché libre *pour les rentiers* d'extraire une rente économique - un revenu non gagné.

Ce rejet de la critique classique du revenu des *rentiers* s'est accompagné d'une redéfinition de la « démocratie » pour exiger un « marché libre » de la variété oligarchique *rentière* anti-classique. Au lieu que le gouvernement soit le régulateur économique dans l'intérêt public, la réglementation publique du crédit et des monopoles est démantelée. Cela permet aux entreprises de facturer ce qu'elles veulent pour le crédit qu'elles fournissent et les produits qu'elles vendent. La privatisation du privilège de création de la monnaie de crédit permet au secteur financier d'assumer le rôle d'attribution de la propriété.

Le résultat a été de centraliser la planification économique à Wall Street, à la City de Londres, à la Bourse de Paris et dans d'autres centres financiers impériaux. C'est là tout l'enjeu de la nouvelle guerre froide d'aujourd'hui : protéger ce système de capitalisme financier néolibéral centré sur les États-Unis, en détruisant ou en isolant les systèmes

alternatifs de la Chine, de la Russie et de leurs alliés, tout en cherchant à financiariser encore davantage l'ancien système colonialiste en parrainant le pouvoir des créanciers au lieu de protéger les débiteurs, en imposant l'austérité liée à la dette au lieu de la croissance et en rendant irréversible la perte de propriété par saisie ou vente forcée.

La civilisation occidentale, un long détour par rapport à la direction que semblait prendre l'Antiquité ?

Ce qui est si important dans la polarisation et l'effondrement économiques de Rome, résultant de la dynamique de la dette donnant intérêt entre les mains rapaces de sa classe de créanciers, c'est la façon dont son système juridique oligarchique pro-créancier différait radicalement des lois des sociétés antérieures qui contrôlaient les créanciers et la prolifération de la dette. La montée d'une oligarchie de créanciers qui utilisait sa richesse pour monopoliser la terre et prendre le contrôle du gouvernement et des tribunaux (n'hésitant pas à recourir à la force et à des assassinats politiques ciblés contre les réformateurs potentiels) avait été évitée pendant des milliers d'années au Proche-Orient et dans d'autres pays d'Asie. Mais la périphérie égéenne et méditerranéenne ne disposait pas des freins et des contrepoids économiques qui avaient assuré la résilience ailleurs au Proche-Orient. Ce qui a distingué l'Occident depuis le début, c'est l'absence d'un gouvernement suffisamment fort pour empêcher l'émergence et la domination d'une oligarchie de créanciers.

Toutes les économies anciennes fonctionnaient à crédit, accumulant des dettes de récolte pendant l'année agricole. Les guerres, les sécheresses ou les inondations, les maladies et autres perturbations empêchaient souvent le paiement des dettes accumulées. Mais les souverains du Proche-Orient annulaient les dettes dans ces conditions. Cela évitait à leurs citoyens-soldats et à leurs ouvriers corvéables à merci de perdre leur terre d'autosubsistance au profit des créanciers, qui étaient reconnus comme un pouvoir rival potentiel du palais. Au milieu du premier millénaire avant Jésus-Christ, la servitude pour dettes n'était plus qu'un phénomène marginal à Babylone, en Perse et dans d'autres royaumes du Proche-Orient. Mais la Grèce et Rome étaient au milieu d'un demi-millénaire de révoltes populaires réclamant l'annulation de la dette et la libération de la servitude pour dettes et de la perte de la terre d'autosubsistance.

Seuls les rois romains et les tyrans grecs ont pu, pendant un certain temps, protéger leurs sujets de l'asservissement par la dette. Mais ils ont finalement perdu face aux oligarchies de seigneurs de la guerre créanciers. La leçon de l'histoire est donc qu'un pouvoir réglementaire gouvernemental fort est nécessaire pour empêcher les oligarchies d'émerger et d'utiliser les créances et l'accaparement des terres pour transformer les citoyens en débiteurs, en locataires, en clients et finalement en serfs.

La montée du contrôle des créanciers sur les gouvernements modernes

Dans tout le monde antique, les palais et les temples étaient les créanciers. Ce n'est qu'en Occident qu'est apparue une classe de créanciers privés. Un millénaire après la chute de Rome, une nouvelle classe bancaire a obligé les royaumes médiévaux à s'endetter. Les familles bancaires internationales ont utilisé leur pouvoir de créancier pour prendre le contrôle des monopoles publics et des ressources naturelles, tout comme les créanciers avaient pris le contrôle des terres individuelles dans l'antiquité classique.

La Première Guerre mondiale a vu les économies occidentales atteindre une crise sans précédent en raison des dettes interalliées et des réparations allemandes. Le commerce s'est effondré et les économies occidentales sont tombées dans la dépression. C'est la Seconde Guerre mondiale qui les en a sortis, et cette fois, aucune réparation

n'a été imposée après la fin de la guerre. Au lieu des dettes de guerre, l'Angleterre a simplement été obligée d'ouvrir sa zone sterling aux exportateurs étasuniens et de s'abstenir de relancer ses marchés industriels en dévaluant la livre sterling, selon les termes du prêt-bail et du prêt britannique de 1946, comme indiqué ci-dessus.

L'Occident est sorti de la Seconde Guerre mondiale relativement exempt de dette privée - et sous domination des États-Unis. Mais depuis 1945, le volume de la dette a augmenté de façon exponentielle, atteignant les proportions d'une crise en 2008 avec l'explosion de la bulle des prêts hypothécaires à haut risque, la fraude bancaire massive et la pyramide des dettes financières, qui ont surchargé les économies des États-Unis, de l'Europe et du Sud.

La Banque Fédérale de Réserve (FED) a monétisé 8 000 milliards de dollars pour sauver les avoirs de l'élite financière en actions, obligations et prêts hypothécaires immobiliers conditionnés, au lieu de sauver les victimes des prêts hypothécaires de pacotille et les pays étrangers surendettés. La Banque Centrale Européenne (BCE) a fait à peu près la même chose pour éviter aux Européens les plus riches de perdre la valeur marchande de leur patrimoine financier.

Mais il était trop tard pour sauver les économies des États-Unis et européenne. La longue accumulation de dettes après 1945 a suivi son cours. L'économie US s'est désindustrialisée, ses infrastructures s'effondrent et sa population est si lourdement endettée qu'il ne lui reste que peu de revenus disponibles pour soutenir son niveau de vie. Comme cela s'est produit avec l'Empire de Rome, la réponse étasunienne consiste à essayer de maintenir la prospérité de sa propre élite financière en exploitant les pays étrangers. C'est l'objectif de la nouvelle diplomatie de la guerre froide d'aujourd'hui. Il s'agit d'extraire un tribut économique en poussant les économies étrangères à s'endetter davantage, pour le payer en s'imposant la dépression et l'austérité.

Cet assujettissement est dépeint par les économistes dominants comme une loi de la nature et donc comme une forme inévitable d'équilibre, dans lequel l'économie de chaque nation reçoit « ce qu'elle vaut ». Les modèles économiques dominants d'aujourd'hui sont fondés sur l'hypothèse irréaliste que toutes les dettes peuvent être payées, sans polariser les revenus et les richesses. Tous les problèmes économiques sont censés se régler d'eux-mêmes par "la magie du marché", sans que l'autorité civique ait à intervenir. La réglementation gouvernementale est jugée inefficace et inefficente, et donc inutile. Les créanciers, les accapareurs de terres et les privatiseurs ont donc toute latitude pour priver les autres de *leur* liberté. C'est là le destin ultime de la mondialisation actuelle et de l'histoire elle-même.

La fin de l'histoire ? Ou simplement de la financiarisation et de la privatisation de l'Occident ?

Le prétexte néolibéral est que privatiser le domaine public et laisser le secteur financier prendre en charge la planification économique et sociale dans les pays ciblés apportera une prospérité mutuellement bénéfique. Cela est censé rendre volontaire la soumission des pays étrangers à l'ordre mondial centré sur les États-Unis. Mais l'effet réel de la politique néolibérale fut de polariser les économies du Sud et de les soumettre à une austérité liée à l'ampleur de leur dette.

Le néolibéralisme US prétend que la privatisation, la financiarisation et le déplacement de la planification économique du gouvernement vers Wall Street et d'autres centres financiers sont le résultat d'une victoire darwinienne atteignant une telle perfection que c'est « la fin de l'histoire ». C'est comme si le reste du monde n'avait d'autre choix que d'accepter le contrôle étasunien du système financier, du commerce et de l'organisation sociale à l'échelle mondiale (c'est-à-dire néocoloniale). Et pour en être sûre, la diplomatie US cherche à soutenir son contrôle financier et diplomatique par la force militaire.

L'ironie est que la diplomatie des Etats-Unis d'Amérique elle-même a contribué à accélérer une réponse internationale au néolibéralisme en forçant des gouvernements suffisamment forts pour reprendre la longue tendance de l'histoire qui voit des gouvernements habilités à empêcher les dynamiques oligarchiques corrosives de faire dérailler le progrès de la civilisation.

Le 21st siècle a commencé avec les néolibéraux étasuniens imaginant que leur financiarisation et leur privatisation par endettement effet de levier allaient couronner la longue remontée de l'histoire humaine comme l'héritage de la Grèce et de la Rome classiques. La vision néolibérale de l'histoire ancienne fait écho à celle des oligarchies de l'antiquité, dénigrant les rois de Rome et les réformateurs-tyrans de la Grèce comme menaçant une intervention publique trop forte lorsqu'ils visaient à libérer les citoyens de l'esclavage de la dette et à assurer l'autosuffisance foncière. Ce qui est considéré comme le point de départ décisif est la "sécurité des contrats" de l'oligarchie, qui donne aux créanciers le droit d'exproprier les débiteurs. C'est en effet une caractéristique essentielle des systèmes juridiques occidentaux depuis deux mille ans.

Une véritable fin de l'histoire signifierait que la réforme s'arrête dans tous les pays. Ce rêve semblait proche lorsque les néolibéraux étasuniens ont eu les coudées franches pour remodeler la Russie et d'autres États post-soviétiques après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, en commençant par une thérapie de choc consistant à privatiser les ressources naturelles et d'autres actifs publics entre les mains de kleptocrates orientés vers l'Occident qui enregistraient les richesses publiques en leur propre nom - et encaissaient en vendant leurs gains à des investisseurs des Etats-Unis et occidentaux.

La fin de l'histoire de l'Union Soviétique était censée consolider la fin de l'histoire des Etats Unis en montrant combien il serait futile pour les nations d'essayer de créer un ordre économique alternatif basé sur le contrôle public de la monnaie et des banques, la santé publique, l'éducation gratuite et d'autres subventions des besoins de base, sans financement par la dette. L'admission de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce en 2001 a été considérée comme la confirmation de l'affirmation de Margaret Thatcher selon laquelle il n'y a pas d'alternative (TINA) au nouvel ordre néolibéral parrainé par la diplomatie étasunienne.

Il existe une alternative économique, bien sûr. Si l'on considère l'histoire ancienne, on constate que le principal objectif des anciens dirigeants, de Babylone à l'Asie du Sud et à l'Asie de l'Est, était d'*empêcher* une oligarchie mercantile et créancière de réduire la population au clientélisme, à la servitude pour dettes. Si le monde eurasiatique non-étasunien suit aujourd'hui cet objectif fondamental, il rétablira le cours de l'histoire à son niveau pré-occidental. Ce ne serait pas la fin de l'histoire, mais le monde non occidental retrouverait ses idéaux fondamentaux d'équilibre économique, de justice et d'équité.

Aujourd'hui, la Chine, l'Inde, l'Iran et d'autres économies eurasiennes ont fait le premier pas, condition préalable à un monde multipolaire, en rejetant l'insistance des Etats unis pour se joindre aux sanctions commerciales et financières des Etats-Unis contre la Russie. Ces pays se rendent compte que si les États-Unis parviennent à détruire l'économie de la Russie et à remplacer son gouvernement par des mandataires de type Eltsine orientés vers les États-Unis, les autres pays d'Eurasie seront les prochains sur la liste.

La seule façon possible pour que l'histoire se termine réellement serait que l'armée étasunienne détruise toute nation cherchant une alternative à la privatisation et à la financiarisation néolibérales. La diplomatie US insiste sur le fait que l'histoire ne doit prendre aucun chemin qui ne culmine pas dans son propre empire financier régnant par le biais d'oligarchies clientes. Les diplomates étasuniens espèrent que leurs menaces militaires et le soutien qu'ils apportent à des armées mandataires forceront d'autres pays à se soumettre aux exigences néolibérales - pour éviter d'être bombardés, ou de subir des « révolutions de couleur », des assassinats politiques et des prises de pouvoir par l'armée, à la Pinochet. Mais la seule véritable façon de mettre un terme à l'histoire, c'est la guerre atomique qui mettra fin à la vie humaine sur cette planète.

La nouvelle guerre froide divise le monde en deux systèmes économiques contrastés.

La guerre par procuration que mène l'OTAN en Ukraine contre la Russie est le catalyseur qui fracture le monde en deux sphères opposées aux philosophies économiques incompatibles. La Chine, le pays qui connaît la croissance la plus rapide, traite l'argent et le crédit comme un service public alloué par le gouvernement au lieu de laisser le privilège monopolistique de la création de crédit devenir privatisé par les banques, ce qui les amène à supplanter le gouvernement en tant que planificateur économique et social. Cette indépendance monétaire, qui repose sur sa propre création monétaire intérieure au lieu d'emprunter des dollars électroniques étasuniens, et qui libelle le commerce extérieur et les investissements dans sa propre monnaie plutôt qu'en dollars, est considérée comme une menace existentielle pour le contrôle de l'économie mondiale par les Etats-Unis.

La doctrine néolibérale des Etats-Unis demande que l'histoire se termine en « libérant » les classes riches d'un gouvernement suffisamment fort pour empêcher la polarisation de la richesse, et le déclin et la chute ultimes. Imposer des sanctions commerciales et financières à la Russie, à l'Iran, au Venezuela et à d'autres pays qui résistent à la diplomatie étasunienne, et finalement à la confrontation militaire, voilà comment les Etats-Unis d'Amérique entendent « répandre la démocratie » par l'OTAN, de l'Ukraine aux mers de Chine.

L'Occident, dans son itération néolibérale étasunienne, semble répéter le schéma du déclin et de la chute de Rome. La concentration des richesses dans les mains du « un pour cent » a toujours été la trajectoire de la civilisation occidentale. C'est le résultat de l'antiquité classique qui a pris une mauvaise voie lorsque la Grèce et Rome ont permis la croissance inexorable de la dette, conduisant à l'expropriation d'une grande partie des citoyens et les réduisant à l'esclavage d'une oligarchie de créanciers propriétaires de terres. C'est la dynamique intégrée dans l'ADN de ce qu'on appelle l'Occident et sa « sécurité des contrats » sans aucune surveillance gouvernementale dans l'intérêt public. En supprimant la prospérité chez soi, cette dynamique exige de tendre constamment la main pour extraire une affluence économique (littéralement un « afflux ») aux dépens des colonies ou des pays débiteurs.

Les États-Unis, par le biais de leur nouvelle guerre froide, visent précisément à obtenir un tel tribut économique des autres pays. Le conflit à venir durera peut-être vingt ans et déterminera le type de système politique et économique que le monde aura. L'enjeu ne se limite pas à l'hégémonie étasunienne et à son contrôle dollarisé de la finance internationale et de la création monétaire. Sur le plan politique, ce qui est en cause, c'est l'idée de « démocratie », qui est devenue un euphémisme pour une oligarchie financière agressive cherchant à s'imposer au niveau mondial par un contrôle financier, économique et politique prédateur soutenu par la force militaire.

Comme j'ai cherché à le souligner, le contrôle oligarchique du gouvernement a été un trait distinctif majeur de la civilisation occidentale depuis l'antiquité classique. Et la clé de ce contrôle a été l'opposition à un gouvernement fort - c'est-à-dire un gouvernement civil suffisamment fort pour empêcher une oligarchie de créanciers d'émerger et de monopoliser le contrôle des terres et des richesses, se transformant en une aristocratie héréditaire, une classe de *rentiers* vivant des loyers fonciers, des intérêts et des privilèges de monopole qui réduisent la population à l'austérité.

L'ordre unipolaire centré sur les États-Unis, qui espérait « mettre fin à l'histoire », reflétait une dynamique économique et politique fondamentale qui caractérise la civilisation occidentale depuis que la Grèce et la Rome classiques ont emprunté une voie différente de celle de la matrice proche-orientale au cours du premier millénaire avant Jésus-Christ.

Pour éviter d'être emportés dans le tourbillon de destruction économique qui engloutit actuellement l'Occident, les pays du noyau eurasiatique, qui connaît une croissance rapide, développent de nouvelles institutions économiques fondées sur une philosophie sociale et économique alternative. Avec la Chine étant l'économie la plus importante de la région et celle qui connaît la croissance la plus rapide, ses politiques socialistes auront probablement une

influence sur l'élaboration de ce nouveau système financier et commercial non occidental.

Au lieu de privatiser l'infrastructure économique de base pour créer des fortunes privées par l'extraction de rentes monopolistiques, la Chine garde cette infrastructure dans les mains du secteur public. Son grand avantage par rapport à l'Occident est qu'elle traite l'argent et le crédit comme un service public, qui doit être alloué par le gouvernement au lieu de laisser les banques privées créer du crédit, avec une dette qui s'accumule sans développer la production pour augmenter le niveau de vie. La Chine garde également la santé et l'éducation, les transports et les communications entre les mains du secteur public, afin qu'ils soient considérés comme des droits de l'homme fondamentaux.

La politique socialiste de la Chine est à bien des égards un retour aux idées fondamentales de résilience qui caractérisaient la plupart des civilisations avant la Grèce et la Rome classiques. Elle a créé un État suffisamment fort pour résister à l'émergence d'une oligarchie financière qui prendrait le contrôle de la terre et des actifs générateurs de rente. En revanche, les économies occidentales d'aujourd'hui répètent précisément la dynamique oligarchique qui a polarisé et détruit les économies de la Grèce classique et de Rome, les États-Unis étant l'analogie moderne de Rome.

Michael Hudson* pour son [blog personnel](#)

[Michael Hudson](#). Usa, le 13 juillet 2022

Original : « [The End of Western Civilization](#) » , July 13, 2022.

Document présenté le 11 juillet 2022 au [The Ninth South-South Forum on Sustainability](#)

* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'anglais pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris le 15 juillet 2022

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.